

Informations préliminaires sur le poste

Intitulé du poste	RESPONSABLE PROJET SAME (SECURITE ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE)
Rattachement hiérarchique	COORDINATEUR/TRICE TERRAIN ADJOINT (E)
Pays / ville d'affectation	REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE / NDELE
Durée de la mission	6 mois

Informations générales sur la mission

Contexte

Première Urgence Internationale (PUI) est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. L'ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité. L'Association mène environ 190 projets par an, dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 5 millions de personnes dans 20 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est, et en France.

Contexte

La République Centrafricaine fait partie des pays les plus pauvres du monde. Classé 180ème sur 186 par le PNUD en 2012, 62% de la population y vit avec moins de 1,25 USD par jour. Outre cette pauvreté endémique, depuis mars 2013, le pays traverse l'une des pires crises sociopolitiques de son histoire entraînant conflits armés et exactions intercommunautaires. La faillite de l'État se traduit par le dysfonctionnement des services publics, l'insécurité permanente, et l'aggravation des tensions entre groupes armés. En mars 2013, le président, François Bozizé, est renversé par une alliance de groupes rebelles (Séléka) qui prennent alors le contrôle du territoire. Michel Djotodia, leader des Séléka est investi Chef de l'Etat et du gouvernement de transition, à la condition de rétablir la sécurité dans le pays. Malgré ses tentatives, le Président ne parvient pas à endiguer la crise et les tensions intercommunautaires entre Séléka et Anti-balaka se propagent à l'ensemble du territoire. En Janvier 2014, il est donc remplacé par Catherine Samba-Panza, présidente de la transition, période qui doit mener aux élections fin 2015.

En février 2016, Faustin Archane TOUADERA est élu président de la République. Les élections ne sont pas une fin en soi, les différentes fractures sociales, les faibles perspectives économiques et les problèmes d'insécurité nécessitent beaucoup d'efforts pour sortir le pays de la crise. Fin mai 2017, on compte plus de 420 000 déplacés dans le pays. Malgré l'intervention de forces internationales (Force française Sangaris et Onusienne MINUSCA) qui a permis une relative accalmie dans la capitale, Bangui, la dégradation de la situation humanitaire est à déplorer. Cette amélioration de la situation sécuritaire a permis à certains déplacés de regagner leur quartier d'origine, cependant ces derniers ont besoin d'une assistance humanitaire pour retourner dans ces quartiers et plusieurs milliers de déplacés sont encore présents dans les sites de déplacés. La sécurité reste toutefois extrêmement volatile. La tension reste vive, exacerbée par les groupes extrémistes chrétiens ou musulmans.

Positionnement / Stratégie de PUI dans le pays

PUI cible les zones les plus fragiles au cœur desquelles des interventions multisectorielles sont développées au bénéfice des populations confrontées aux répercussions humanitaires de crises sécuritaires. Avant le coup d'Etat de mars 2013, déjà 1,9 millions d'habitants (soit environ 50% de la population) requéraient une assistance humanitaire (source, CAP 2012). En outre, l'extrême vulnérabilité structurelle se traduit par une faible résistance aux chocs environnementaux, économiques, sécuritaires. Dans ce contexte, l'intervention de PUI vise à appuyer directement les populations dont les capacités d'absorption des chocs est faible, et à restaurer l'accès aux biens et services de base dans les zones en crise sur des secteurs tels que la santé, la nutrition, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, et un appui aux populations déplacées (aide au retour).

Historique de la mission et programmes en cours

Première Urgence Internationale est présente depuis 2007 en RCA. Première Urgence et Aide Médicale Internationale étaient toutes deux présentes dans le pays avant la fusion effective des deux entités en mai 2011. Depuis, la mission dispose d'un bureau de coordination à Bangui et est intervenue depuis plusieurs bases : Paoua dans le Nord-ouest, Ndélé dans le Nord-est, Bangassou/Rafaï dans le Sud-est et Berberati dans le Sud-ouest. PUI y a développé des projets de sécurité alimentaire, relance économique, réhabilitation d'infrastructures, logistique et santé et nutrition.

En 2018, PUI poursuit son assistance en santé, nutrition, sécurité alimentaire, logistique et appui au retour auprès des populations vulnérables victimes des conflits armés pour prévenir l'apparition d'une nouvelle crise au Nord-Est (N'délé), au Sud-Ouest (Berberati) et à Bangui. Les projets menés sur ces trois bases concernent aussi bien un soutien au système de santé primaire, un appui dans la prévention/le traitement de la malnutrition, que le renforcement des activités agricoles et des moyens d'existence.

A Bangui, PUI mène des activités de santé et de développement urbain (Réhabilitation, AGR et THIMO). De plus, PUI gère également une plateforme logistique commune à une vingtaine d'ONG. A Berberati, et plus particulièrement dans la préfecture de la Mambéré Kadéï, PUI a lancé en 2017 des activités de relance agricole (maraîchères, vivrières et d'élevage) et de relance économique (Appui au retour, Cash For Work, Activités Génératrices de Revenus) sont mises en œuvre. Ce projet a été facilité par le Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) qui a pris fin début 2017. En effet, PUI, a affiné sa connaissance de la zone frontalière, qui a longtemps été considérée comme zone grise, mais dans laquelle nous assistons aujourd'hui à des retours de la population centrafricaine qui avait fui au Cameroun durant la crise (2013- 2014). Enfin, à N'Délé, PUI soutient le système de santé primaire, développe depuis un an des filières agropastorales identifiées comme économiquement porteuses et émergentes et soutient les populations vulnérables à travers l'amélioration de leur situation alimentaire.

Configuration de la mission

BUDGET 2020	8-9 MILLIONS D'EUROS
COORDINATION BASES	BANGUI BANGUI, NDELE
NOMBRE DE POSTES EXPATRIES	34 postes
NOMBRE D'EMPLOYES NATIONAUX	150
NOMBRE DE PROJETS EN COURS	9
PRINCIPAUX PARTENAIRES	Fond Bekou, OFDA, Fonds Humanitaire, CIAA, AFD, UNICEF
SECTEURS D'ACTIVITES	Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence, Santé, Nutrition, Soutien Psycho-Social, Logistique, WASH
EQUIPE EXPATRIEE EN PLACE	En mai 2020 : Bangui / coordination : 1 Chef de mission, 1 Chef de mission Adjoint Programmes, 1 Chef de Mission Adjoint Support, 1 Coordo log, 1 Coordo Finance, 1 Coordo RH, 1 Coordo Santé, 1 Coordo Sécurité Alimentaire, 1 Coordo WASH, 1 Coordinateur AAPRC, 1 Coordinateur Adjoint AAPRC, 1 Coordinateur Plate-forme Logistique, 1 Grants Officer, 1 Responsable MEAL, 1 Chargé consortium sante, 1 Pharmacien, 1 RP Psycho-Social, 1 RP déploiement stockage, 1 Log-Admin AAPRC Bangui / programmes : 1 CT, 1 Admin Fin base, 1 Log base, 1 Responsable Programme Plateforme log, 1 Responsable Programme Santé, 1 Responsable Programme Relance Economique Ndele : 1 CT, 1 Adjoint CT aux Programmes, 1 Responsable Programme Santé, 1 Responsable Programme Wash, 2 Responsables Programme Agro, 1 Admin base, 1 Log base, 1 Responsable Agro

Description du poste

Objectif global

En Avril 2019, le CIAA a financé le projet d'Amélioration durable de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations déplacées, retournées et hôtes socio économiquement vulnérables dans la préfecture de Bamingui-Bangoran pour une durée de 12 mois. A la fin de ce premier projet une nouvelle proposition a été faite en direction du même bailleur et financée pour une même durée d'un an à compter du 1er Avril 2020. Il s'agira dans ce nouveau projet intitulé « Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables dans le district sanitaire de Bamingui Bangoran » de développer une intervention en approche intégrée Santé-Nutrition et Sécurité Alimentaire en vue de contribuer à l'amélioration durable de la sécurité nutritionnelle des populations économiquement vulnérables du district sanitaire de Bamingui-Bangoran.

Le/la Responsable Projet SAME est responsable de la mise en œuvre et du bon développement dudit projet.

Responsabilités et champs d'actions

- ▶ **Projet** : Il/Elle s'assure de la bonne mise en œuvre et du suivi du projet sous sa responsabilité.
- ▶ **Ressources Humaines** : Il/Elle supervise, appuie et évalue l'équipe projet (salariés PUI et journaliers éventuels).
- ▶ **Logistique et administration** : Il/Elle assure le suivi logistique et administratif du projet sous sa responsabilité.
- ▶ **Représentation** : Il/Elle représente PUI auprès des partenaires, autorités et acteurs locaux impliqués dans la mise en œuvre du projet.
- ▶ **Sécurité** : Il/Elle contribue au respect des règles de sécurité sur la base et transmet toutes informations d'ordre sécuritaire à son/sa responsable hiérarchique.
- ▶ **Stratégie** : Il/Elle contribue à l'élaboration de nouvelles interventions sur la base de besoins identifiés.

Objectifs spécifiques et activités associées

1. ASSURER LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DU PROJET

- ▶ Il/Elle s'assure que les bénéficiaires, populations et autorités locales comprennent les objectifs du projet et participent activement à la mise en œuvre.
- ▶ Il/Elle planifie les activités et veille au respect du calendrier d'activités en lien avec le/la Coordinateur/trice Terrain Adjoint(e) . En cas de retard important pris dans la mise en œuvre du projet, il/elle en informe immédiatement son/sa responsable hiérarchique et propose des solutions pour y remédier.
- ▶ Il/Elle organise et conduit les études et diagnostic nécessaires dans le cadre du projet et valide les choix techniques
- ▶ Il/Elle s'assure de la bonne marche du projet sous sa responsabilité et veille au respect des objectifs définis dans la proposition technique. Il/Elle informe le/la Coordinateur/trice Terrain Adjoint(e) si des retards programmatiques importants sont décelés.
- ▶ Il/Elle veille en collaboration avec le département MEAL à la mise en œuvre d'activités de suivi et/ou d'évaluation afin d'assurer le suivi des indicateurs du projet et de garantir l'atteinte des résultats définis. Après analyse des données, il/elle produit des rapports de suivi et d'évaluation puis les diffuse aux personnes concernées.
- ▶ Il/Elle s'assure en collaboration avec le coordinateur SANME et le département MEAL de la capitalisation de l'ensemble des documents, outils et formations produits dans le cadre du/des projet/s et s'assure que les sources de vérification mentionnées dans les proposals sont disponibles.
- ▶ Il/Elle transmet les rapports internes et externes à son responsable hiérarchique en respectant les délais de validation interne (sitrep /rapport mensuel) et échéances contractuelles externes (rapports de projet/s).
- ▶ Il/Elle contribue aux processus qualité en s'assurant de la mise en place de mécanisme de redevabilité en collaboration avec le département MEAL ;
- ▶ Il/Elle identifie les contraintes techniques liées à la mise en œuvre de son projet, remonte ses informations à son/sa responsable hiérarchique et propose des améliorations ou réorientations si nécessaire.

2. SUPERVISER L'EQUIPE PROJET

- ▶ Il/Elle prend connaissance du Règlement Intérieur de PUI sur la mission et s'assure qu'il est connu et respecté au sein de son équipe.
- ▶ Il/Elle définit les profils de poste des membres de son équipe en collaboration avec le coordinateur SAME, les fait valider par le Coordinateur/trice Terrain et participe activement au recrutement (entretien, test, etc). Il/Elle participe à la décision de mettre fin à un contrat de travail d'une personne de son équipe.
- ▶ Il/Elle s'assure que chaque personne est évaluée par écrit au moins une fois par contrat et par an, et au minimum avant qu'il/elle ne quitte ses fonctions.
- ▶ Il/Elle définit l'organigramme de son équipe et le fait valider par le/la Coordinateur/trice terrain, met en place les mécanismes de coordination propre à son équipe et organise sa supervision.
- ▶ Il/Elle identifie les besoins en formation de son équipe et les complète (appui organisationnel, méthodologique, technique éventuellement, organisation de formations...).

3. ASSURER LE SUIVI LOGISTIQUE ET ADMINISTRATIF DU PROJET

- ▶ Il/Elle adresse ses besoins programmatiques aux départements logistique et administratif conformément aux budgets disponibles.
- ▶ Il/Elle contribue à l'analyse des offres fournisseurs pour les achats à forte spécifications techniques (intrants agricoles) et réalise les tests de conformité nécessaires (tests de germination, etc).
- ▶ Il/Elle participe activement à la réalisation des appels d'offre, le cas échéant, en coordination avec le département logistique.
- ▶ Il/Elle s'assure, en collaboration avec le logisticien de la base que le stockage du matériel propre au projet est approprié.
- ▶ Il/Elle communique de manière hebdomadaire ses besoins en véhicules et matériel de communication pour la mise en œuvre de ses activités
- ▶ Il/Elle organise, en coordination avec le Logisticien base, le volet logistique de son programme (livraison, distribution, stockage sur site, etc).
- ▶ Il/Elle élabore et fournit mensuellement à l'Administrateur base le prévisionnel de trésorerie propre à son projet en lien avec .
- ▶ Il/Elle s'assure de disposer chaque mois du suivi budgétaire à jour du projet sous sa responsabilité, et il/elle participe à l'analyse, détecte les écarts éventuels et propose des ajustements au/à Coordinateur/trice Terrain Adjoint(e).

4. ASSURER LA REPRESENTATION DE PUI AUPRES DES PARTENAIRES LOCAUX

- ▶ Il/Elle représente PUI en collaboration avec le coordinateur SANME auprès des acteurs locaux impliqués dans la mise en œuvre du projet.
- ▶ Il/Elle s'assure que de bonnes relations sont entretenues avec chacun d'entre eux (dans le respect des principes de neutralité et d'indépendance de PUI).
- ▶ En accord avec le/la Coordinateur/trice Terrain Adjoint (e) , il/elle participe aux réunions de coordination relatives aux questions de sécurité alimentaire et en est un membre actif.
- ▶ En cas de visite Bailleur, il/elle participe activement à la préparation et à la mise en œuvre de la visite.

5. ASSURER LA SECURITE DES BIENS ET DES PERSONNES

- ▶ Il/Elle s'assure que le plan de sécurité est connu de l'équipe sous sa responsabilité et que les règles sécuritaires sont respectées.
- ▶ Il/Elle contribue à la collecte des informations relatives à la sécurité sur sa zone d'intervention et les diffuse au/à la responsable de base de manière régulière ou ad-hoc en cas d'urgence.
- ▶ Il/Elle s'assure que le projet, la méthodologie, les critères de sélection ne mettent pas en danger les bénéficiaires, les membres de PUI ou toute autre personne. Il/Elle alerte sans délai sa hiérarchie en cas de mise en danger des équipes ou des bénéficiaires.
- ▶ Il/Elle s'assure que les membres de son équipe et travailleurs journaliers éventuels disposent du matériel de sécurité adapté à leurs activités.

6. CONTRIBUER A L'ELABORATION DE NOUVELLES PROPOSITIONS

- ▶ Il/Elle analyse la situation humanitaire en sécurité alimentaire et moyens d'existence de manière continue dans sa zone d'intervention. Il/Elle identifie et partage les besoins humanitaires sous-jacents.
- ▶ Il/Elle participe à l'élaboration de la stratégie de la mission et à la formulation de nouveaux projets.

Encadrement d'équipe

Nombre de personnes à encadrer, fonctions et statut (personnel expatrié / national)

- ▶ Encadrement direct : 1 personnel national (Adjoint au Responsable Projet)
- ▶ Encadrement indirect : 4 personnels nationaux (2 superviseurs et 2 animateurs ruraux)

Profil recherche

Savoirs et Savoir Faire recherchés

	INDISPENSABLE	APPRECIE
FORMATION	▶ Etudes supérieures en agronomie et/ou coopération au développement	▶ Diplôme ENSA, ENITA, CNEARC, ISTOM...Spécialisation dans le domaine de la nutrition ou de l'économie ▶ Gestion de projets
EXPERIENCE PROFESSIONNELLE ▶ Humanitaire ▶ Internationale ▶ Technique	▶ Au moins 3 années d'expérience professionnelle dans la gestion de projet développement agricole ou sécurité alimentaire ▶ Expérience terrain en diagnostic agricole, conduite d'étude de marché, analyse de filière ▶ Expérience en renforcement des capacités (producteurs, groupements, acteurs institutionnels) ▶ Expérience en reporting auprès de bailleurs internationaux	▶ Expérience en suivi/évaluation ▶ Expérience en gestion budgétaire ▶ Expérience et/ou connaissance en sécurité alimentaire dans des contextes de post-urgence
CONNAISSANCES & APTITUDES	▶ Bonne qualité rédactionnelle ▶ Capacités managériales pour accompagner, fédérer et former son équipe ▶ Capacités à mobiliser et entretenir un réseau de partenaires techniques et financiers	▶ Connaissances procédures bailleurs institutionnels (OFDA, ECHO, AAP, agences UN...)
LANGUES ▶ Français ▶ Anglais ▶ Autre (préciser)	X	X
INFORMATIQUE ▶ Pack Office ▶ Autre (préciser)	▶ Excellente maîtrise du Pack Office et d'Excel en particulier	▶ Logiciel de statistiques, ▶ SIG (Map Info, Arc View, etc) ▶ Base de données (Access ou autre)

Caractéristiques personnelles attendues (intégration à l'équipe, adéquation au poste et à la mission)

- ▶ Capacité d'organisation
- ▶ Bonne capacité d'analyse et de synthèse
- ▶ Capacité à prioriser et à trouver des solutions aux problèmes posés
- ▶ Pragmatisme, objectivité, rigueur et prise de recul
- ▶ Adaptabilité, diplomatie et ouverture d'esprit
- ▶ Bonne résistance au stress
- ▶ Capacité à intégrer l'environnement local sous ces aspects politiques, économiques et historiques
- ▶ Disponibilité et capacité à vivre dans une région reculée

Conditions proposées

Statut

- ▶ **SALARIE** en Contrat à Durée Déterminée

Éléments de rémunération

- ▶ **SALAIRE BRUT MENSUEL** : de 1 815 à 2 145 Euros selon parcours en Solidarité Internationale + majoration de 50€ par semestre d'ancienneté avec PUI

Frais pris en charge

- ▶ **FRAIS PRIS EN CHARGE** notamment transport AR Domicile / Mission, visas, vaccins...
- ▶ **ASSURANCE** comprenant couverture médicale et complémentaire santé, assistance 24/24h, rapatriement et prévoyance
- ▶ **HEBERGEMENT** en maison collective
- ▶ **FRAIS DE VIE** (« Per diem »)
- ▶ **REGIME DE BREAK** : 5 jours ouvrés à 3 et 9 mois de mission + prime de break
- ▶ **« BANGUI BREAK »** : Toutes les 6 semaines
- ▶ **REGIME DE CONGES PAYES** : 5 semaines de CP / an + billet A/R au domicile tous les 6 mois